

# LES ALI-MENTEURS CONFONDUS

LE 19 JUIN 2012 CLAIRE BERTHELEMY

Le documentaire *Les alimenteurs* de Brigitte Rossigneux et Stéphane Horel, diffusé ce mardi soir sur France 5, révèle une pléthore de conflits d'intérêts entre le lobby de l'agroalimentaire et les institutions. Rencontre avec la réalisatrice Stéphane Horel.



Ce soir, en première partie de soirée sur France 5, est diffusé le deuxième documentaire<sup>1</sup> du duo Brigitte Rossigneux / Stéphane Horel. Après *Les médicamenteurs*, voici *Les alimenteurs* dont la bande-annonce est à retrouver **sur le site de France 5**. Centré sur les conflits d'intérêt et les lobbies de l'agroalimentaire, ce *52 minutes* met en lumière les risques sanitaires issus de ce que nous mangeons. *Owni* a rencontré Stéphane Horel, la réalisatrice, qui raconte les coulisses et les raisons de leur travail.

## Après *Les médicamenteurs*, *Les alimenteurs*. C'est une "maladie" ?

Brigitte [Rossigneux, NDLR] et moi avons déjà travaillé ensemble pour *Les médicamenteurs* – diffusé en juin 2009 sur France 5 – un an avant le début du scandale du **Mediator** et c'est un des premiers documentaires qui parlait du conflit d'intérêt en médecine. Nous avons fait ça ensemble. Brigitte, travaillant depuis trente ans au *Canard*, suit ces questions-là. Moi je travaillais sur la pollution et les perturbateurs endocriniens. Avec Brigitte, on se connaît depuis plusieurs années, nous sommes amies et nous travaillons ensemble. Je ne sais plus comment est venue l'idée exactement. Mais c'est la suite logique du premier film. Je travaille aussi sur les conflits d'intérêt en santé publique, donc ça paraissait naturel de passer après les médicamenteurs aux alimenteurs.

Ça prend toujours très longtemps, mais au départ il y avait l'idée de recommencer avec cette question de conflit d'intérêt dans un thème de santé publique. Avec la nourriture, c'est idéal. On s'y intéresse, moi je m'y intéresse, je fais attention à ce que je mange, je lis les étiquettes et je me pose des questions comme tout le monde. Ça concerne encore plus de monde que les médicaments, il y a cette espèce de prise d'otage qui fait qu'on est obligé de manger trois fois par jour. Les gens n'ont pas le choix. Et pas forcément les moyens non plus de n'acheter que du bio. J'ai pour principe de ne pas manger ce qui a, collé sur l'emballage, une étiquette que je ne comprends pas. C'est **Michael Pollan**, le journaliste chroniqueur qui disait dans son livre : "*n'achetez jamais ce que votre grand-mère ne pourrait pas ajouter comme ingrédient*".

## Techniquement, votre travail a-t-il été différent du premier documentaire ?

Il y a un même boulot d'enquête au départ. Notre première question ça a été : est-ce qu'on fait les alimenteurs sur le même principe au départ que les médicamenteurs ?

Ça pourrait vouloir dire qu'on avait un a priori. Mais je sais comment fonctionne le système des conflits d'intérêt en santé publique. Le temps de tournage est limité par le budget, lui-même limité. L'animation coûte aussi très cher. Donc il a fallu aussi tourner vite. Quinze jours de tournage en octobre 2011, c'est très peu. Puis le montage, avec peu de rushes, en tout cas moins que quand on reste plus longtemps sur le terrain. Et puis entre tournage, montage et diffusion, ça a été court ! Moins d'un an c'est plutôt bien. Et c'est mieux que pour le précédent.



LES GÉANTS DE  
L'AGROALIMENTAIRE  
BOUFFENT L'EUROPE

Nestlé, Coca-Cola ou  
Danone voient leur  
influence encore grandir à  
Bruxelles. De fait, l'agence  
européenne chargée de ...

**Concernant les interviews, avec qui avez-vous eu des refus, des accords enthousiastes et des non-réponses ?**

Brigitte précise que des industriels ont refusé de nous rencontrer. Nous n'avons pas essayé qu'une seule fois ! On a commencé en septembre pour caler les tournages. Nous n'avons pas de réponse, des "peut-être", **Jean-René Buisson** [Le président de l'**Association nationale des industries alimentaires**, Ania, NDLR] est très pris... Et puis je leur ai dit : *"voilà mon chef op' part en vacances dans une semaine donc soit vous nous dites que vous ne voulez pas nous rencontrer, soit il est d'accord, soit je vous rappelle tous les deux jours"*. On a fini par envoyer un courrier avec accusé de réception pour vraiment dire *"on vous a contacté"*. Ils n'ont jamais répondu.

Au départ, on a contacté l'Ania, puisque c'est le porte-parole des entreprises. Les entreprises individuellement ne s'expriment plus. Puis j'ai essayé Danone, Nestlé, Ferrero et je n'ai jamais eu de réponse ou des fins de non recevoir. J'ai aussi demandé de tourner dans des usines. J'ai beaucoup argumenté : ça fait des siècles que les gens ne voient plus comment sont fabriqués les aliments qu'ils mangent ! Il ne faut pas s'étonner que les consommateurs paniquent quand ils entendent qu'il y a un germe dans un steak haché. Il n'y a pas de problème d'hygiène, on le sait. Notre film ne porte pas sur l'hygiène. Je voulais juste filmer des céréales du petit déjeuner, je n'ai jamais vu comment ça se fabrique. Une usine qui fabrique des céréales c'était bien. Mais tous n'ont pas été réfractaires.

**Parmi les moins réfractaires, il y a eu ?**

Une lobbyiste qui a dit *"oui"* tout de suite. J'ai été agréablement surprise. Linda Pavy est américaine et vient de cette culture où on n'a pas de problème pour dire les choses. Je lui ai posé toutes les questions possibles et elle a été et est toujours *fairplay*. Elle ne m'en veut pas de faire mon travail. C'est ça la différence avec l'état d'esprit de l'Ania : ils restent dans leurs tranchées et c'est ridicule. C'est une position grotesque.



Il y a eu aussi avec les ministres que nous avons eu de la chance. Ce sont nos relations de travail avec les ministères qui ont joué. Qu'on avait déjà eu pour d'autres questions. Bruno Lemaire, on ne le connaissait pas, ni Brigitte, ni moi, mais il a dit oui parce que le sujet l'intéressait. Xavier Bertrand, il avait eu affaire indirectement à Brigitte avec le Médiateur. Et

puis Roselyne Bachelot, elle a entendu parler de notre boulot aussi. Elle avait refusé l'interview pour *les médicamenteurs*, peut-être qu'elle ne voulait pas se retrouver à nouveau dans cette position. Là, elle balance !

Valérie boyer, la députée UMP, elle a aussi répondu facilement parce qu'elle était très impliquée à l'époque. Elle avait beaucoup travaillé **sur son rapport**. Et elle était bien isolée à droite. Politiquement du coup, ça a été une motivation pour elle. Plusieurs députés de droite la suivaient mais ont été absents le jour du vote. Il était 2 heures du matin à l'Assemblée nationale quand même.

### Et quelle a été la position des chercheurs ?

Ils ont tous répondu. Il y en a deux qui nous ont dit qu'ils n'avaient aucun – ou plus de – conflit d'intérêt. **Arnaud Basdevant** les a énumérés. **Gérard Pascal** travaille pour Nestlé et l'ILSI [International life sciences institute, NDLR]. **Serge Herberg** dit qu'il n'a pas de conflit d'intérêt patent et **Pierre Meneton** est celui qui sourit en disant qu'il est "*juste payé par le contribuable*". Ils ont répondu à toutes les questions, oui. Gérard Pascal dit que ça influence de travailler pour l'industrie, il est extrêmement franc par rapport à ça. Ce que nous reprenons avec les logos dans le documentaire, c'est lui qui nous l'a dit. Après pour le souligner dans le documentaire, il a fallu trouver un procédé visuel permettant de préciser ce à quoi ils appartenaient ou avaient appartenu. C'est un peu violent pour les personnes intéressées. Il fallait qu'on trouve une solution pour visualiser les missions sans perdre dix minutes.

Nous avons fait quelques découvertes mais nous savions la majorité. Encore Gérard Pascal, il est à la retraite maintenant. Donc il n'a plus à mettre à jour ses déclarations d'intérêt. Il fait du conseil auprès de l'INRA, qui n'est pas dans cette culture-là du tout. Il n'y a pas de loi qui les oblige à ça.

### Ce serait un problème de déclaration d'intérêt seulement ?

Il y a beaucoup d'entreprises privées qui financent les recherches publiques. Le problème principal, ce n'est pas le conflit d'intérêt mais l'origine même du financement de la recherche. Il y a les contrats individuels d'une personne avec une entreprise et il y a aussi l'orientation des contrats de recherche : le lobby du sucre ne vas pas orienter une recherche sur l'obésité. Le financement biaise les résultats. Par exemple pour les médicaments, une étude financée par un laboratoire a quatre fois plus de chance d'être positive pour le médicament que si elle avait été faite dans le cadre d'une étude indépendante. Mais la transparence seule ne suffit pas. On peut voir les conflits d'intérêt sur des déclarations mais les conflits sont toujours là.

### Qu'est ce qui peut permettre en France d'assainir ces liens avec les industriels, la recherche et les scientifiques ?

C'est une question très complexe, la base de notre réflexion c'est la démission du secteur public de la recherche. C'est ce que disent les rédacteurs de *Prescrire* pour les médicaments, c'est ce que dit Pierre Meneton sur la recherche. Le public a démissionné de la recherche. Quand on laisse les entreprises privées rentrer dans les universités par exemple... ou que la condition pour le grand emprunt c'est d'avoir au moins un partenariat avec le privé. On marche sur la tête. C'est l'inverse de ce qu'il faudra faire pour l'intérêt général et la santé publique.

### Le constat est pessimiste...

Oui c'est pessimiste, c'est pour ça qu'on essaye de mettre un peu d'humour... Après, que ce soit vain, c'est une des questions évidemment que je me pose. Vus les sujets sur lesquels je travaille, "*à quoi ça sert que je me décarcasse ?*" . J'ai profondément besoin de



sens dans mon travail. Ces domaines là sont un peu abandonnés, désaffectés par les journalistes alors que ça a un poids assez important ! 60 % des lois, à peu près, dérivent des lois de l'Union européenne. Quand on voit que les perturbateurs endocriniens, ça fait vingt ans que les chercheurs disent "*ok, il y a un problème*". En 1999, la Commission [européenne, NDLR] avait dit "*il faut qu'on s'y mette, peut-être qu'il se passe un truc grave*". L'industrie a entretenu un faux débat en polluant la science et en faisant du lobbying. Et en 2012, on en est à "*ce serait bien qu'on fasse une définition des perturbateurs endocriniens*" pendant des conférences qui durent deux jours. Alors que ce n'est plus un débat seul qu'il faut faire. On a un degré de connaissance scientifique pour prendre des décisions. Et on le fait pas.

Mais évidemment si je pensais que ça servait à rien, je ne travaillerais pas. Là où je me dis que ça sert à quelque chose c'est que, par exemple, *les médicamenteurs* ont bien tourné. Je fabrique des outils pour informer les gens. Ce n'est pas nous qui organisons les rencontres mais les gens, les associations locales, les petits festivals de documentaire "*écoto*" au sens large et qui peuvent programmer les films, ça permet à plein de gens d'échanger. Le principal c'est que les gens se sentent un peu moins désarmés quand ils font leurs courses. Et aussi pour savoir pour qui ils votent. Je ne fais pas des films de sciences ou de santé, je fais des films politiques.

—

Illustration Copyright (c) BCI Communication

1. après *Cash investigation* d'Élise Lucet, diffusé sur France 2 vendredi soir dernier [↔]

## 1 ping

Les Alimenteurs | Le Nouvel Ordre Mondial le 21 juin 2012 - 8:38

[...] de l'interview de la réalisatrice Stéphane Horel [...]